

Louis Gill, *Le néolibéralisme*, Montréal, Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, coll. « Espresso », 1999, 52 p.

A.-E. Fleurant

Numéro 34, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002433ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002433ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fleurant, A.-E. (2000). Compte rendu de [Louis Gill, *Le néolibéralisme*, Montréal, Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, coll. « Espresso », 1999, 52 p.] *Cahiers de recherche sociologique*, (34), 180–181.
<https://doi.org/10.7202/1002433ar>

Louis Gill, *Le néolibéralisme*, Montréal, Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, coll. «Espresso», 1999, 52 p.

Dans cette plaquette d'une cinquantaine de pages, Louis Gill, professeur d'économie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), propose une synthèse critique du néolibéralisme. Mentionnons qu'il s'agit là d'un texte surtout didactique, divisé en chapitres courts et faciles à lire. Il paraît s'adresser principalement aux novices en ce qui concerne cette idéologie dominante dans le champ de la gestion des affaires économiques et leur livre un point de vue cohérent sur la question.

Partant d'une introduction qui annonce clairement le ton généralement critique et souvent ironique de l'ensemble de l'ouvrage, Gill entreprend d'abord d'exposer dans leurs grandes lignes les conditions d'émergence et les diverses étapes qui ont marqué et qui ont favorisé la remise à l'ordre du jour des préceptes économiques libéraux. Ce faisant, l'auteur couvre une période qui va de la remise en cause du modèle économique keynésien, à partir de la moitié de la décennie 1970, à la crise financière qui a secoué l'Asie pacifique et, par effet d'entraînement, le reste du monde, en 1997. Il profite de cet exercice pour montrer comment, graduellement, le discours néolibéral a pris une place prépondérante en Occident, plus particulièrement dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), par le biais de multiples organisations ou ententes multinationales telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou encore le défunt Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) qui avait fait l'objet d'une vive opposition.

À travers son exposé, Gill met en lumière un des fondements de la logique néolibérale, qui, en posant *a priori* le caractère naturel du marché et de «ses» lois, a du même coup présenté l'État et l'ensemble des politiques interventionnistes et redistributives comme une interférence parasitaire dans un processus qui, autrement, «tend spontanément vers l'équilibre» et dont le développement actuel a été, et est toujours, d'ailleurs, inévitable et inéluctable. Réfutant cette prémisse lourde de conséquences pour le libre arbitre collectif, l'auteur souligne à maintes reprises les dangers que recèle une telle façon de voir les choses, notamment dans le chapitre intitulé «Les résultats des politiques néolibérales» où il fait ressortir les multiples effets socioéconomiques déjà observables engendrés par les orientations politiques néolibérales: écart grandissant entre les riches et les pauvres, concentration de la richesse dans les mains d'une minorité de plus en plus restreinte, privatisation des systèmes publics, perte de souveraineté des États, etc.

Le livre de Gill, s'il constitue une bonne introduction au sujet et surtout à sa perspective critique, peut cependant laisser le lecteur sur sa faim. En effet, le spectre des événements et des phénomènes abordés par l'auteur est vaste et diversifié, et l'analyse s'en trouve limitée. On peut par ailleurs déplorer, sur le plan méthodologique, qu'il ne fasse pas plus grand usage de références pour appuyer ses affirmations. Néanmoins, cet ouvrage sera utile pour ceux et celles qui désirent une introduction rapide, accessible et surtout critique à cette doctrine économique actuellement dominante qui appelle un questionnement fondamental des sociétés quant à leurs objectifs sociaux, économiques et politiques à long terme et quant aux moyens de les atteindre.

A.-E. FLEURANT

Doctorant en science politique

Université du Québec à Montréal

Normand Baillargeon, *Anarchisme*, Montréal, L'île de la tortue, 1999, 127 p.

Cet ouvrage d'un professeur de l'Université du Québec à Montréal, s'adresse à un large public. On peut toutefois penser qu'il sera apprécié de tous ceux qui veulent en savoir un peu plus sur l'anarchisme, car il en offre un bon aperçu général.

L'objectif de l'auteur est clairement exprimé dans son introduction: présenter, à partir de plusieurs auteurs, de diverses traditions et de différents événements, l'histoire de l'anarchisme. Cet objectif détermine en grande partie l'organisation de l'ouvrage qui se divise en trois parties. Dans la première partie, Baillargeon montre les différentes sources de l'anarchisme et comment a progressé ce courant d'idées. La deuxième partie présente quelques événements forts qui ont permis à l'anarchisme de se préciser, de se réformer. La troisième partie se divise en cinq blocs où Baillargeon expose différentes positions anarchistes. Le premier bloc traite de l'idéal anarchiste en matière d'économie: l'autogestion. L'auteur donne un exemple d'économie participative, décrit l'anarcho-syndicalisme non seulement comme moyen de défense des travailleurs contre l'exploitation, mais aussi comme instrument politique pour promouvoir l'anarchisme, et, enfin, aborde l'écologie qui devient une nouvelle façon d'organiser socialement la production. Le deuxième bloc est centré sur la notion de liberté individuelle pour laquelle l'auteur plaide au moyen de propositions originales sur ce que devrait être l'éducation, puis par une analyse du rôle des médias dans la